ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 12 avril 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement général des établissements pénitentiaires", a donné le 4 mai 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e april 1965 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen", heeft de 4e mei 1965 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but d'arrêter un règlement général des établissements pénitentiaires.

Le règlement général des prisons annexé à l'arrêté royal du 30 septembre 1905 contient deux espèces de dispositions : 1° des dispositions relatives au statut du personnel; 2° des dispositions relatives aux détenus et au régime pénitentiaire.

A l'exception des articles 10, 11, 12 et 13 du projet, relatifs à la formation professionnelle du personnel, le projet ne contient pas de dispositions relatives au statut du personnel.

Le législateur a fixé quelques règles au sujet de l'exécution des peines privatives de liberté; elles sont contenues dans les articles 165, 376, 603 et 604 du Code d'instruction criminelle et dans les articles 14, 17, 26 et 29 du Code pénal.

Celui-ci règle également dans certains de ses articles pour les différentes catégories de condamnés, la question du travail et la mesure dans laquelle les condamnés peuvent prétendre au produit de ce travail (articles 15 et 27 du Code pénal).

Enfin, l'article 1er de la loi du 1er mai 1913 met en oeuvre le principe du régime cellulaire pour les condamnés.

Certains articles du chapitre Ier du titre du projet ne concordent pas avec les règles légales. Il y aurait donc là un empiétement du pouvoir exécutif sur un domaine qui appartient au législateur.

Comme les dispositions du chapitre Ier forment un ensemble malaisément dissociable, il s'indique de les omettre du projet d'arrêté royal; les autres dispositions du projet ne s'en trouveront pas au reste affectées.

Si le Gouvernement se rallie à cette appréciation, le plan de l'arrêté royal serait plus harmonieux si les chapitres II et III du titre Ier étaient insérés dans le titre III du projet qui, dans cette perspective, deviendra le titre II, tandis que le titre II du projet deviendrait le titre Ier.

\+ +

Le Conseil d'Etat propose, au projet, le préambule suivant :

"Vu les articles 29 et 66 de la Constitution;

Vu la loi du 4 vendémiaire an VI relative aux préposés à la garde de détenues, notamment les articles 15 et 16 ;

Vu les articles 780 à 805 du Code de procédure civile;

Vu les articles 165, 376 et 603 à 618 du Code d'instruction criminelle;

Vu la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis, notamment l'article 467;

Vu la loi du 21 mars 1859 sur la contrainte par corps, modifiée par la loi du 27 juillet 1871;

.../...

Vu les articles 14, 15, 17, 26, 27 et 29 du Code pénal;

Vu la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire, notamment l'article 9;

Vu la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, modifiée par les lois des 23 juillet 1895, 29 juin 1899, 23 août 1919 et 9 mai 1931, l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939, l'arrêté-loi du 1er février 1947, l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 et la loi du 25 juillet 1959;

Vu la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le système pénal, modifiée par les lois des 1er mai 1913, 19 août 1920 et 24 juillet 1923, l'arrêté royal du 14 août 1933, les lois des 11 janvier 1954, 2 juillet 1962 et 29 juin 1964;

Vu la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité, modifiée par les lois des 15 mai 1912, 21 août 1948 et 24 décembre 1948;

Vu la loi du 1er mai 1913 abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation, notamment l'article 1er;

Vu la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers, modifiée par la loi du 30 avril 1964;

Vu la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et le protocole additionnel, signé à Paris le 20 mars 1952, approuvés par la loi du 13 mai 1955;

.../...

Vu la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude;

Vu l'avis du Comité départemental de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,".

+

L'avis des Ministres réunis en conseil n'est requis par aucun texte; cette mention peut donc être omise.

+

+ +

Il s'indiquerait d'écrire d'une manière uniforme "titre premier", "chapitre premier", "section première",et de remplacer les paragraphes par des sous-sections

+

+ +

Article 10.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 10.-

La formation et le perfectionnement professionnels de l'ensemble du personnel des établissements pénitentiaires sont organisés, notamment en vue de la préparation aux épreuves statutaires".

Article 13.

L'alinéa 1er de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"L'institut de perfectionnement des cadres pénitentiaires établi pour l'ensemble du personnel est pourvu d'une documentation et d'ouvrages intéressant les sciences criminologiques et la technique pénitentiaire".

Article 16.

Il y a lieu d'écrire :

"Le régime des inculpés, prévenus et accusés, est distinct de celui des condamnés".

Article 17.

Cet article ne contient aucune règle normative et peut, dès lors, être omis.

Article 18.

Cette disposition a pour but de permettre aux détenus d'exercer la liberté religieuse que la Constitution et la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales garantissent à tout citoyen.

.../...

Le formulaire annexé au projet prévoit plusieurs possibilités.

Sous le 1° il y a lieu d'omettre le mot "reconnu", dont l'interprétation peut donner lieu à méprise dans le chef du détenu et pourrait établir une discrimination entre les cultes reconnus et les autres. D'autre part, la réponse par "oui" ou par "non" ne répond pas adéquatement à la question posée.

Le texte sub 2 du formulaire est ambigu. Il peut signifier soit que l'intéressé désire participer aux pratiques d'un culte non prévu sub 1, soit qu'il désire participer aux pratiques d'un autre culte que celui qu'il a indiqué sub 1, par exemple un protestant qui désire participer aux exercices du culte catholique.

Afin d'éviter toute incertitude quant à la faculté pour un détenu d'assister occasionnellement à des cérémonies d'un autre culte, il y aurait lieu de compléter l'article 18 par un dernier alinéa libellé comme suit :

"Elle ne met pas obstacle à la faculté pour le détenu, moyennant l'autorisation du directeur, d'assister occasionnellement aux cérémonies d'un culte autre que le sien notamment lors d'un service funèbre".

.../...

Article 20.

A l'article 20, il y a lieu de remplacer le terme "prévenu par "inculpé , prévenu et accusé".

Article 22.

L'alinéa 2 de l'article 22 a été inséré dans le texte proposé pour l'article 23; il devrait donc être omis à l'article 22.

L'article 23 contient une règle générale : la correspondance est libre avec les autorités énumérées à l'article 23. Parmi ces autorités figurent notamment : les autorités judiciaires, le premier président du Conseil d'Etat ainsi que le greffier du Conseil d'Etat "s'il résulte d'un document officiel que le détenu a entamé une procédure devant cette institution".

Un texte nouveau étant proposé, il conviendrait de compléter cette énumération et d'y mentionner explicitement le syndic des huissiers et le président de la Chambre des notaires.

Eu égard à l'article 16, alinéa 3, du règleme de procédure du Conseil d'Etat, cette liste des autori prévue à l'article 23 devrait être complétée par la me tion de l'auditeur général au Conseil d'Etat. La réser qui est prévue pour la correspondance avec le greffie du Conseil d'Etat devrait être supprimée; un détenu peut être partie sans qu'il lui soit possible de le prouver.

...

Cet article 23 devrait prendre place après l'article 26, à la fin de la section. Il déroge, en effet, aux termes généraux de celui-ci. Il devrait être rédigé comme suit :

"Article 23.-

§ 1er. Les détenus peuvent, en tout temps, lors même qu'à titre de punition ils sont privés de la faculté de correspondre avec l'extérieur, échanger des lettres avec les autorités énumérées ci-après :

- le directeur de l'établissement;
- le commissaire de mois et le président de la commission administrative;
- l'inspecteur général et le directeur général de l'administration des établissements pénitentiaires;
- le secrétaire général du Ministère de la Justice et le président du conseil supérieur des prisons;
- les autorités judiciaires, le syndic des huissiers de justice et le président de la Chambre des notaires de l'arrondissement où l'établissement est situé;
- le premier président du Conseil d'Etat, l'auditeur général au Conseil d'Etat, le greffier du Conseil d'Etat;
- les Ministres, les présidents des Chambres législatives et le Roi.

Cette faculté n'est accordée que pour des lettres adressées au lieu où ces autorités exercent leur charge.

.../...

§ 2. L'échange de correspondance soit entre le détenu et l'avocat de son choix, soit entre le détenu de nationalité étrangère et les agents diplomatiques et consulaires de son pays, est permis en tout temps lors même qu'à titre de punition le détenu est privé de la faculté de correspondre avec l'extérieur, sauf si l'interdiction de communiquer a été légalement ordonnée.

§ 3. L'article 22 n'est pas applicable à la correspondance échangée entre le détenu et les autorités ou personnes prévues aux §§ 1er et 2 ".

Articles 27 et suivants.

Le § 1er de la section II est relatif aux visites des membres du personnel. Parmi les membres du personnel énumérés aux articles 27 et 28 figurent les membres du comité de patronage. Les comités de patronage sont d'initiative privée. Le Gouvernement n'intervient ni dans la désignation des membres ni dans le fonctionnement des comités, mais il facilite leur tâche en leur accordant des subsides annuels (R.P.D.B., v° Prisons et établissements pénitentiaires, n° 286).

D'autre part, le projet règle plus en détail la visite des membres de ces comités de patronage dans l'article 36, qui fait partie du § 3 relatif aux visites d'autres personnes étrangères à l'administration pénitentiaire.

.../...

Ces personnes, tout en n'appartenant pas à l'administration, remplissent en fait des fonctions d'intérêt public. Lorsqu'on tient compte de cet élément, il est préférable d'insérer l'article 36 dans le § 1er de la section II.

Il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait qu'alors que l'article 27 accorde à tout détenu le droit de demander la visite d'un membre du comité de patronage, l'article 36 dispose que la visite des détenus non définitivement condamnés ne peut avoir lieu qu'après autorisation du directeur. En cas de refus du directeur, l'article 27 ne pourra dès lors pas recevoir exécution.

Article 27.

Il y a lieu de rédiger comme suit le second alinéa :

"En cas d'abus du détenu celui-ci s'expose à être puni".

.../...

Article 28.

Il y a lieu de rédiger comme suit l'alinéa 1er de cet article :

"Les détenus et les détenues soumis à un régime d'isolement sont visités tous les jours respectivement par les surveillants ou les surveillantes. Ils reçoivent en outre, la visite du directeur, des directeurs adjoints, des aumôniers, des conseillers moraux, des médecins, des instituteurs, ainsi que selon le cas du chef-surveillant, de la soeur supérieure ou de la chef-surveillante laïque".

Article 30.

Cet article devrait être divisé en trois paragraphes et non en 1°, 2° et 3°.

Au 1°, a, du texte du projet, il y aurait lieu d'écrire "et sauf l'interdiction de communiquer légalement ordonnée".

Article 31.

Il est proposé de rédiger la fin de cet article comme suit : "sauf l'interdiction de communiquer légalement ordonnée".

Article 32.

A l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire : "... pour les prévenus et accusés à partir du renvoi ... ".

.../...

Article 36.

Il y a lieu de remplacer les mots "carte d'agréation", qui sont incorrects,par les mots "carte d'identification".

Article 37.

Le second alinéa de cet article a une portée trop radicale et pourrait abautir à étendre au-delà des limites légales l'interdiction de communiquer; il devrait être rédigé comme suit :

"Le détenu peut être privé jusqu'à nouvel ordre de la faculté de recevoir des visites à moins que celles-ci ne soient autorisées par le procureur du Roi ou par le bâtonnier de l'Ordre s'il s'agit de la visite d'un avocat".

Articles 42, 43 et 44.

Ces articles établissent une distinction entre trois catégories de personnes qui accordent leur assistance morale aux détenus :

1° les ministres d'un culte reconnu qui sont désignés par le terme "aumôniers" (article 42);

2° les ministres d'un autre culte (article 43);

3° les conseillers moraux (article 44).

.../...

L'article 44 in fine prévoit qu'une carte d'agréation est délivrée par le Ministre. La rédaction de cet article est ambiguë, car elle ne permet pas de déterminer si les ministres d'un culte et les conseillers moraux doivent être porteurs d'une carte ou ces derniers seulement.

En ce qui concerne les ministres d'un culte, il y a deux possibilités. Ils sont soit aumôniers de prison et dans ce cas ils n'ont pas besoin d'une carte d'agréation, soit ministres d'un culte non reconnu. Dans cette hypothèse, l'article 43 est d'application. L'autorisation accordée par le Ministre en vertu de cet article est-elle permanente, comme celle qui est donnée aux conseillers moraux (article 55), ou bien se limite-t-elle au cas du détenu qui a demandé l'assistance ? Le texte devrait être précisé sur ce point.

A cet article, le mot "agréation" doit être remplacé par "identification".

Article 45.

Cet article ne vise que les aumôniers et les conseillers moraux. Est-ce à dessein que les ministres d'un culte non reconnu qui ont obtenu l'autorisation du Ministre de visiter les détenus qui ont réclamé leur assistance morale ne sont pas mentionnés dans cet article?

Dans la première phrase de cet article il y a lieu d'écrire : "Visites dans leur chambre ou dans leur cellule".

.../...

Article 47.

A cet article, les mots "de leurs communions respectives" devraient être remplacés par "de leur confession".

Article 51.

A cet article, il conviendrait d'écrire "pour les déplacements".

Article 53.

A cet article, il y a lieu de remplacer le mot "articles" par "objets".

Article 55.

A cet article, il est question des candidats aux fonctions de conseiller moral, présentés "par des fondations reconnues à cet effet d'utilité publique". Cette terminologie est impropre. La fondation est, aux termes de l'article 27 de la loi du 27 juin 1921, l'affectation d'un capital à un but déterminé. Or, il ne s'agit pas de cela, en l'espèce. Le vocable "groupement utilisé dans le rapport au Roi paraît plus approprié. D'autre part, la détermination de ces groupements pourrait être faite par le Ministre de la Justice, ce que le texte devrait éventuellement préciser.

Article 56.

Cet article établit une incompatibilité entre la qualité de conseiller moral et celle d'agent de l'administration des établissements pénitentiaires. Mais le membre de phrase "sous réserve du statut spécial des aumôniers des cultes reconnus" semblerait permettre aux aumôniers d'un culte reconnu d'exercer les fonctions de conseiller moral représentant une pensée "non confessionnelle". Il ne se conçoit pas que le ministre d'un culte puisse être un conseiller moral représentant une pensée non confessionnelle. La réserve figurant au début de l'article doit être omise, à moins que les mots aient une autre portée, auquel cas celle-ci devrait être précisée.

Article 57.

Cet article prévoit que le Ministre démet les conseillers moraux après avoir pris l'avis des fondations qui ont présenté leur candidature. S'agit-il, en l'espèce, d'une démission à caractère disciplinaire ? Dans ce cas, il y aurait lieu d'organiser les droits de défense des intéressés. Ou s'agit-il, au contraire, d'une mesure administrative qui ressemblerait à la révocation d'un mandat qui peut avoir lieu "ad nutum" ?

.../..

Articles 64 à 73.

Ces articles règlent l'exécution des articles 15, 26, 27 et 29 du Code pénal.

Le projet devrait dès lors être revu pour :

1° établir, dans les limites fixées par le Code pénal, le mode de calcul permettant de déterminer la portion du produit du travail qui forme le fonds de réserve prévu aux articles 15 et 27, ou qui est destinée à procurer des adoucissements au détenu, conformément à l'article 27;

2° déterminer les modalités selon lesquelles le fonds de réserve sera remis au détenu à sa sortie et après sa sortie, ainsi que les modalités selon lesquelles ce fonds de réserve pourra être utilisé au profit du condamné et de sa famille.

Tant l'article 15 que l'article 27 du Code pénal confèrent au Gouvernement la faculté de disposer de la moitié du fonds de réserve; cette faculté ne peut donc être déléguée au directeur; celui-ci pourrait seulement être chargé d'exécuter les dispositions générales quant à l'utilisation du fonds de réserve qui seraient fixées par arrêté royal.

Le chapitre VI et, en particulier, les articles 68, 69, 70 et 71, devraient, dès lors, être revus, afin d'être mis en concordance avec le Code pénal.

.../...

Celui-ci instaure des régimes différents, selon qu'il s'agit de condamnés à des peines criminelles, correctionnelles ou de police; de plus, les prévenus ne sont pas assujettis au régime des condamnés. Il serait dès lors préférable, pour la clarté du texte, de maintenir cette subdivision dans le projet, quitte à réunir dans une même section les dispositions communes aux divers régimes.

L'article 26 du Code pénal autorise le Gouvernement à dispenser du travail les condamnés, dans des cas exceptionnels; l'article 15 du Code pénal ne contient pas de disposition analogue. L'article 66, 1°, du projet ne peut donc s'appliquer aux condamnés à une peine criminelle. La faculté d'accorder cette dispense étant, par ailleurs, réservée au Gouvernement, elle ne peut être laissée à l'appréciation du Ministre. Les cas de dispense devraient donc être déterminés par arrêté royal.

Article 69.

Encore qu'il ait été soutenu que l'insaisissabilité du produit du travail des détenus résulte implicitement des articles 15 et 27 du Code pénal (P.B. v° Régime pénitentiaire, n°s 523 et suivants), il n'appartient pas au Roi de fixer ces règles, Leur établissement appartient au législateur (loi du 16 décembre 1851, articles 7 et 8 du Code de procédure civile, article 581).

.../...

Article 76.

A cet article, le mot "pénal" signifie, selon le Dictionnaire de l'Académie, "qui assujettit à quelque peine, à des peines". L'expression "costume pénal" ne paraît pas heureuse; on pourrait plus adéquatement parler de "costume pénitentiaire".

Article 77.

La dernière phrase de cet article, telle qu'elle est rédigée, paraît en contradiction avec la première phrase de l'article 78.

De plus, "effets" n'a pas le sens de "vêtements"; il signifie les "objets meubles qui sont à l'usage d'une personne".

Article 79.

Comme il s'ajoutera au règlement général dont il est question dans cet article, un règlement particulier à chaque établissement pénitentiaire, n'y aurait-il pas lieu d'écrire : "des règlements" ?

Article 80.

A cet article, le mot "coucher" devrait être remplacé par le mot "couchage".

...

Article 81.

Le n° 3 devrait être rédigé comme suit :

"3) toute immixtion dans les affaires des autres détenus, sans préjudice des interventions qui leur sont commandées par l'un des agents de l'établissement".

Article 83.

L'énumération figurant à cet article serait mieux en harmonie avec d'autres dispositions du projet si le texte en était rédigé comme suit :

"Article 83.-

La désobéissance, les actes d'indiscipline ou d'insubordination, les infractions aux règlements ou l'abus des facultés accordées par ceux-ci sont punis suivant les circonstances et la gravité du cas".

Article 86.

A l'alinéa 2, il convient d'écrire : "Il ne peut être dérogé aux prescriptions de l'alinéa 1er que ... "

Article 90.

A l'alinéa 2, il y aurait lieu d'écrire : "la durée maximum fixée par l'article 85, lorsque la punition conditionnelle devient effective par le fait qu'une punition nouvelle est infligée".

.../...

A l'alinéa 3 il y a lieu d'écrire : "Le directeur prononce les punitions en présence du détenu après l'avoir entendu".

\+ +

La section 1ère du chapitre X devrait être intitulée : "Section 1ère. Inculpés, prévenus et accusés". Cette remarque vaut pour l'article 93, alinéa 1er.

Article 94.

Il y a lieu d'écrire "L'interdiction de communiquer légalement ordonnée".

Article 98.

L'alinéa 4 dispose que "Les ordonnances des médecins étrangers ne sont toutefois exécutées que si elles ne sont pas contraires à des prescriptions légales ou réglementaires".

Par "médecins étrangers", il y a lieu d'entendre, évidemment, les médecins étrangers à l'établissement.

Telle qu'elle est libellée, cette disposition permettrait de supposer, a contrario, que l'exécution d'ordonnances illégales est admise, lorsqu'elles émanent du médecin de l'établissement, ce qui correspond certes pas aux intentions du Gouvernement.

.../...

De plus, l'application de cette disposition serait de nature à susciter des difficultés. Le règlement ne précise pas, en effet, qui appréciera la légalité de l'ordonnance. Or, en une matière technique aussi complexe, seul un médecin ou un pharmacien peut émettre une opinion autorisée à ce sujet.

Si l'on se réfère à l'alinéa 5, il semble bien que l'intention du Gouvernement soit de permettre au médecin de l'établissement d'exercer un contrôle sur la légalité des ordonnances prescrites par un médecin étranger à l'établissement.

Il est, par ailleurs, inutile de préciser que "le médecin étranger et son confrère attaché au service de l'établissement suivent les règles habituelles de la déontologie". C'est là, en effet, un devoir qui s'impose à tout médecin en toute circonstance et aucune prescription réglementaire ne pourrait l'en dispenser ou le contraindre à y manquer.

Il serait, dès lors, préférable de rédiger comme suit les alinéas 4 et 5 :

"Les ordonnances des médecins étrangers à l'établissement sont communiquées au médecin attaché à cet établissement; le médecin peut s'opposer à leur exécution, si elles sont contraires à la loi ou à un règlement pris en exécution de celle-ci.

En cas de désaccord entre le médecin étranger à l'établissement et le médecin attaché à celui-ci, la contestation est soumise à l'arbitrage du médecin inspecteur ... (la suite comme au projet) ... ".

.../...

Article 99.

A l'alinéa 1er de cet article il y a lieu d'écrire : "s'il s'agit d'un inculpé, d'un prévenu ou d'un accusé".

Il n'appartient pas au parquet de donner des consultations ou avis aux directeurs d'établissements pénitentiaires. Cet avis sera normalement demandé par le Ministre sur la sollicitation de transfèrement dont il sera saisi.

Article 103.

En vertu d'une tradition constante, consacrée par la jurisprudence, seul le ministère public peut autoriser la communication des dossiers judiciaires. Il y aurait donc lieu de compléter la dernière phrase de cet article comme suit :

"Il peut demander au procureur général à la Cour d'appel ou à l'auditeur général près la Cour militaire, à l'intervention du Ministre, communication ... ".

Article 104.

Il n'appartient pas au Ministre de délier le médecin anthropologue du secret professionnel.

La section III du chapitre XI devrait être intitulée : "Mesures à prendre à l'égard des détenus".

.../...

Article 105.

Il y a lieu d'écrire "un inculpé, un prévenu ou un accusé".

Article 114.

Les mots "Hormis le cas d'une constitution volontaire" devraient être remplacés par les mots "Hormis le cas où elle se constitue prisonnière".

L'alinéa 2 signifie littéralement que le directeur n'admet pas les enfants des ressortissants étrangers même s'ils ne peuvent être séparés de leurs parents; la version néerlandaise a d'ailleurs un sens opposé; dans cette dernière version toutefois, le deuxième alinéa serait sans objet puisqu'il est précisément indiqué à l'alinéa 1er que le directeur ne peut refuser d'écrouer une femme accompagnée d'un enfant incapable de se passer de ses soins.

Article 116.

A l'alinéa 2 il y a lieu d'écrire "s'il s'agit d'un étranger ou d'un apatride".

L'alinéa 3 doit être complété par les mots "aux successeurs".

.../...

Article 121.

Les mots "les instructions" devraient être remplacés par les mots "les informations recueillies".

Article 123.

Le dernier mot de l'article pourrait être remplacé par "arrêté par le Ministre de la Justice".

Article 127.

La fin de l'article pourrait être rédigée comme suit : "les règles arrêtées par le Ministre".

Article 128.

Il y aurait lieu de joindre la mention de la résidence à celle de domicile.

Article 129.

Il y aurait lieu de remplacer les mots "toutes les pièces dont le Ministre a prescrit de faire accompagner les détenus transférés" par les mots "toutes les pièces qui doivent accompagner les détenus, conformément aux instructions ministérielles".

.../..

Article 130.

A l'alinéa 2, les mots "la translation" devraient être remplacés par "le transfèrement".

Article 131.

Les mots "aux instructions en vigueur dans ce département" pourraient être remplacés par "aux dispositions arrêtées par le Ministre de la Justice".

L'article 612 du Code d'instruction criminelle prévoit les visites des bourgmestres.

Article 132.

Les mots "par le Ministre" devraient être insérés entre les mots "peut être augmenté" et les mots "suivant les nécessités du service".

Le règlement ne détermine pas le nombre de membres présents requis pour que la commission puisse siéger valablement.

Pour éviter toute équivoque, il y aurait lieu d'écrire à l'alinéa 2 : "le bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement pénitentiaire".

A l'alinéa 2 il faut écrire : "conseil de guerre permanent".

.../.

Article 137.

Le début de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"La commission administrative est assistée d'un secrétaire nommé par le Ministre ... ".

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"La rétribution allouée au secrétaire et au secrétaire adjoint est à charge de l'Etat. Le Ministre de la Justice en fixe le montant".

Article 138.

L'article doit être rédigé comme suit :

"La limite d'âge des secrétaires et des secrétaires adjoints est fixé à soixante-cinq ans".

Article 143.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 143.-

L'arrêté royal du 30 septembre 1905 portant règlement général des prisons, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1912, 6 septembre 1912, 20 février 1914, 30 juillet 1919, 24 mars 1920, 3 mai 1920, 11 juillet 1921, 6 septembre 1921, 12 décembre 1921, 10 janvier 1923, 9 février 1927, 14 novembre 1929, 24 septembre 1931, 23 octobre 1931, 26 août 1935, 12 février 1936 et 9 mai 1938, les arrêtés du Régent des 11 janvier 1945, 17 février 1947 et 11 avril 1950, les arrêtés royaux des 7 novembre 1951, 8 avril 1954 et 10 novembre 1964".

.../...

Article 144.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 144.-

Le Ministre de la Justice fixe la date de l'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi".

OBSERVATION FINALE.

L'arrêté en projet présente un caractère de généralité tel que sa publication au Moniteur belge paraît nécessaire.

Het ontwerp strekt tot vaststelling van een algemeen reglement van de strafinrichtingen.

Het algemeen reglement der gevangenissen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 september 1905, bevat twee soorten van bepalingen : 1° bepalingen betreffende het personeelsstatuut; 2° bepalingen betreffende de gedetineerden en het strafstelsel.

Behalve de artikelen 10, 11, 12 en 13 van het ontwerp, die de beroepsopleiding van het personeel betreffen, bevat het ontwerp geen bepalingen over het personeelsstatuut.

De wetgever heeft een aantal regelen vastgesteld in verband met de uitvoering van de vrijheidsstraffen; zij staan in de artikelen 165, 376, 603 en 604 van het Wetboek van strafvordering en in de artikelen 14, 17, 26 en 29 van het Strafwetboek.

Het Strafwetboek regelt ook in sommige artikelen, voor de diverse categorieën van veroordeelden, de kwestie van de arbeid en het aandeel van de veroordeelden in de opbrengst van die arbeid (artikelen 15 en 27 van het Strafwetboek).

Artikel 1 van de wet van 1 mei 1913 ten slotte, voert het beginsel van het celregime voor de veroordeelden in.

Sommige artikelen van hoofdstuk I van titel I van het ontwerp zijn niet in overeenstemming met die wettelijke regelen. De uitvoerende macht zou zich hier dus bevoegdheid van de wetgever toeëigenen.

.../...

De bepalingen van hoofdstuk I vormen een geheel dat bezwaarlijk uit elkaar kan worden gerukt. Het is dan ook geraden, ze uit het ontwerp-besluit weg te laten; de andere bepalingen zullen daarvan overigens geen nadeel ondervinden.

Als de Regering zich met die zienswijze verenigt, kan aan het koninklijk besluit een overzichtelijker indeling worden gegeven : de hoofdstukken II en III van titel I worden ingevoegd in titel III, die dan titel II wordt, terwijl titel II van het ontwerp titel I wordt.

\+ +

De Raad van State stelt voor, de aanhef van het ontwerp als volgt te lezen :

"Gelet op de artikelen 29 en 66 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 4 vendémiaire jaar VI "relative aux préposés à la garde de détenues", inzonderheid op de artikelen 15 en 16;

Gelet op de artikelen 780 tot 805 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering;

Gelet op de artikelen 165, 376 en 603 tot 618 van het Wetboek van strafvordering;

Gelet op de wet van 18 april 1851 op het faillissement, de bankbreuk en het uitstel van betaling, inzonderheid op artikel 467;

Gelet op de wet van 21 maart 1859 op de lijfsdwang, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1871;

Gelet op de artikelen 14, 15, 17, 26, 27 en 29 van het Strafwetboek;

Gelet op de wet van 27 mei 1870 houdende het Militair Strafwetboek,inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wet van 20 april 1874 betreffende de voorlopige hechtenis, gewijzigd bij de wetten van 23 juli 1895, 29 juni 1899, 23 augustus 1919 en 9 mei 1931, bij het koninklijk besluit nr 64 van 30 november 1939, bij de besluitwet van 1 februari 1947, bij het besluit van de Regent van 26 juni 1947 en bij de wet van 25 juli 1959;

Gelet op de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidsstelling in het strafstelsel, gewijzigd bij de wetten van 1 mei 1913, 19 augustus 1920 en 24 juli 1923, bij het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en bij de wetten van 11 januari 1954, 2 juli 1962 en 29 juni 1964;

Gelet op de wet van 27 november 1891 tot beteugeling van de landloperij en de bedelarij, gewijzigd bij de wetten van 15 mei 1912, 21 augustus 1948 en 24 december 1948;

Gelet op de wet van 1 mei 1913 tot intrekking van de wet van 4 maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de wet van 28 maart 1952 op de vreemdelingenpolitie, gewijzigd bij de wet van 30 april 1964;

.../...

Gelet op het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, ondertekend te Rome op 4 november 1950, en het additioneel protocol, ondertekend te Parijs op 20 maart 1952, een en ander goedgekeurd bij de wet van 13 mei 1955;

Gelet op de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers;

Gelet op het advies van de departementale syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,".

+

Het advies van de in raad vergaderde Ministers is nergens voorgeschreven, zodat die vermelding kan vervallen.

+

+ +

Men schrijve overal op eenvormige wijze in de Franse tekst "titre premier, chapitre premier, section première".

De paragrafen vervange men door onderafdelingen.

+

+ +

.../...

Artikel 10.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 10.-

De beroepsopleiding en de voortgezette beroepsopleiding van het gezamenlijk personeel van de strafinrichtingen worden georganiseerd, inzonderheid met het oog op de voorbereiding van de statutaire examens".

Artikel 13.

Het eerste lid van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Het instituut voor voortgezette opleiding van de kaders van de strafinrichtingen, dat voor het gezamenlijk personeel wordt opgericht, beschikt over een documentatie en over werken die betrekking hebben op de criminologische wetenschappen en op de penitentiaire techniek".

Artikel 16.

Men leze de tekst als volgt :

"Voor verdachten, beklaagden en beschuldigden geldt een andere regeling dan voor veroordeelden".

.../...

Artikel 17.

Dit artikel bevat geen normatieve regel en kan derhalve vervallen.

Artikel 18.

Deze bepaling heeft tot doel de gedetineerden in de gelegenheid te stellen de vrijheid van godsdienst uit te oefenen zoals de Grondwet en het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en van de fundamentele vrijheden die aan ieder burger waarborgen.

Het bij het ontwerp gevoegde formulier laat verschillende mogelijkheden open.

Onder 1° moet het woord "erkende" vervallen want de gedetineerde kan het verkeerd begrijpen; ook kan het aanleiding geven tot discriminatie tussen erkende en niet-erkende erediensten. Anderzijds kan op de gestelde vraag bezwaarlijk met "ja" of "neen" worden geantwoord.

De tekst onder 2° van het formulier is dubbelzinnig. Hij kan betekenen, ofwel dat de gedetineerde wenst deel te nemen aan de beoefening van een eredienst die niet onder 1 voorkomt, ofwel dat hij wenst deel te nemen aan de beoefening van een andere eredienst dan hij onder 1 heeft aangeduid, bijvoorbeeld een protestant die wenst deel te nemen aan de beoefening van de katholieke eredienst.

.../...

Om iedere onzekerheid weg te nemen omtrent de vraag of een gedetineerde bij gelegenheid de ceremoniën van een andere eredienst mag bijwonen, dient artikel 18 te worden aangevuld met een laatste lid, luidend als volgt :

"Zij belet niet dat de gedetineerde, met toestemming van de directeur, bij gelegenheid ceremoniën van een andere eredienst dan de zijne mag bijwonen, inzonderheid een lijkdienst".

Artikel 20.

In artikel 20 vervange men de term "beklaagde" door "verdachte, beklaagde en beschuldigde".

Artikel 22.

Het tweede lid van artikel 22 is ingevoegd in de tekst die voor artikel 23 is voorgesteld; het zou dus in artikel 22 moeten vervallen.

Artikel 23 bevat een algemene regel : de briefwisseling met de in artikel 23 genoemde overheden is vrij Onder die overheden komen onder meer voor : de rechterlijk overheden, de eerste voorzitter van de Raad van State en de griffier van de Raad van State "indien uit een officieel stuk blijkt dat zij (de gedetineerden) voor deze instelling een procedure hebben ingesteld".

.../...

Nu een nieuwe tekst is voorgesteld, zou die opsomming moeten worden aangevuld en zouden tevens de syndicus van de deurwaarders en de voorzitter van de Kamer van notarissen uitdrukkelijk moeten worden genoemd.

Gelet op artikel 16, derde lid, van het procedurereglement van de Raad van State zou de in artikel 23 bepaalde lijst van overheden moeten worden aangevuld met de auditeur-generaal bij de Raad van State. Het voorbehoud dat gemaakt is voor de briefwisseling met de griffier van de Raad van State zou moeten vervallen; een gedetineerde kan partij zijn, zonder dat hij dat kan bewijzen.

Artikel 23 zou een plaats moeten krijgen na artikel 26, aan het eind van afdeling II. Het wijkt immers af van de algemene bewoordingen van dat artikel. Het zou als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 23.-

§ 1. De gedetineerden mogen te allen tijde, zelfs wanneer de mogelijkheid om met de buitenwereld te corresponderen hun bij wijze van straf ontzegd is, brieven wisselen met de hierna genoemde overheden :

- de directeur van de inrichting;
- de maandcommissaris en de voorzitter van de bestuurscommissie;
- de inspecteur-generaal en de directeur-generaal van het bestuur der strafinrichtingen;
- de secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie en de voorzitter van de Hoge Raad voor de gevangenissen;
- de rechterlijke overheden, de syndicus van de gerechtsdeurwaarders en de voorzitter van de Kamer van notarissen van het arrondissement waar de inrichting gelegen is;

.../...

- de eerste voorzitter van de Raad van State, de auditeur-generaal bij de Raad van State, de griffier van de Raad van State;
- de Ministers, de voorzitters van de Wetgevende Kamers en de Koning.

Deze mogelijkheid wordt alleen toegestaan voor brieven die gezonden worden naar de plaats waar die overheden hun ambt uitoefenen.

§ 2. Correspondentie tussen de gedetineerde en de advocaat van zijn keuze of tussen de gedetineerde van vreemde nationaliteit en de diplomatieke en consulaire ambtenaren van zijn land, is te allen tijde geoorloofd, zelfs wanneer de mogelijkheid om met de buitenwereld te corresponderen bij wijze van straf aan de gedetineerde ontzegd is, behalve indien het verbod van vrij verkeer wettelijk is uitgevaardigd.

§ 3. Artikel 22 is niet van toepassing op de correspondentie tussen de gedetineerde en de overheden of personen bedoeld in de §§ 1 en 2".

Artikelen 27 en volgende.

§ 1 van afdeling II handelt over de bezoeken door leden van het personeel. Onder de leden van het personeel worden in de artikelen 27 en 28 genoemd de leden van het beschermingscomité. Beschermingscomités worden opgericht op particulier initiatief. De Regering bemoeit zich niet met de aanwijzing van de leden noch met de werkwijze van de comités, maar zij vergemakkelijkt hun taak door het toekennen van jaarlijkse toelagen (R.P.D.B., v° Prisons et établissements pénitentiaires, nr 286).

Anderzijds regelt het ontwerp het bezoek van de leden van die beschermingscomités meer in bijzonderheden in artikel 36, dat deel uitmaakt van § 3 betreffende de bezoeken door andere personen die niet tot het bestuur der strafinrichtingen behoren.

Al behoren die personen niet tot het bestuur, toch vervullen zij in feite ambten van openbaar belang. Houdt men daarmede rekening, dan verdient het aanbeveling artikel 36 in te voegen in § 1 van afdeling II.

Op te merken valt dat, waar artikel 27 aan iedere gedetineerde het recht toekent te vragen dat een lid van het beschermingscomité hem zou bezoeken, artikel 36 bepaalt dat het bezoek van gedetineerden die niet definitief veroordeeld zijn, alleen mag plaatshebben met machtiging van de directeur. Weigert de directeur, dan zal artikel 27 dus geen uitvoering kunnen krijgen.

Artikel 27.

Het tweede lid leze men als volgt :

"Maakt een gedetineerde hiervan misbruik, dan stelt hij zich bloot aan straf".

.../...

Artikel 28.

Het eerste lid van dat artikel leze men zo :

"De mannelijke en de vrouwelijke gedetineerden die onder een afzonderingsregime staan, worden elke dag onderscheidenlijk door de bewaarders of de bewaarsters bezocht. Bovendien ontvangen zij het bezoek van de directeur, de adjunct-directeurs, de aalmoezeniers, de geestelijke raadslieden, de geneesheren en de onderwijzers alsook, naargelang het geval, van de hoofdbewaarder, de zuster-overste of de lekehoofdbewaarster".

Artikel 30.

Dit artikel ware in drie paragrafen, niet in 1°, 2° en 3°, onder te verdelen.

In de tekst onder 1°, a, van het ontwerp schrijve men : "en behoudens het wettelijk uitgevaardigde verbod van vrij verkeer".

Artikel 31.

Voorgesteld wordt, aan het eind van dit artikel te lezen : "behoudens het wettelijk uitgevaardigde verbod van vrij verkeer".

Artikel 32.

In het derde lid schrijve men : "voor de beklaagden en de beschuldigden vanaf de verwijzing naar ...".

.../...

Artikel 36.

De term "erkenningskaart" is niet juist. Men vervange hem door "identificatiekaart".

Artikel 37.

Het tweede lid van dat artikel is te radicaal van strekking en kan ertoe leiden, dat het verbod van vrij verkeer tot buiten de in de wet gestelde grenzen wordt verruimd; men redigere dat lid als volgt :

"De mogelijkheid bezoek te ontvangen kan de gedetimeerde tot nader bevel worden ontzegd, tenzij het gaat om bezoek met verlof van de procureur des Konings of van de stafhouder van de orde als het om het bezoek van een advocaat gaat".

Artikelen 42,43 en 44.

Die artikelen onderscheiden drie verschillende categorieën van personen die aan gedetineerden morele bijstand verlenen :

1° de bedienaars van een erkende eredienst, die "aalmoezeniers" worden genoemd (artikel 42);

2° de bedienaars van een andere eredienst (artikel 43);

3° de geestelijke raadslieden (artikel 44).

.../...

Aan het eind van artikel 44 wordt bepaald, dat de Minister een erkenningskaart afgeeft. Dat artikel is dubbelzinnig geformuleerd. Er kan niet worden uitgemaakt of én de bedienaars van een eredienst én de geestelijke raadslieden,dan wel deze laatsten alleen in het bezit van zulk een kaart moeten zijn.

Ten aanzien van de bedienaars van een eredienst zijn er twee mogelijkheden. Ofwel zijn zij gevangenisaalmoezenier en dan behoeven zij geen erkenningskaart, ofwel zijn zij bedienaars van een niet erkende eredienst en vind artikel 43 toepassing. Is de machtiging die de Minister ingevolge dit artikel verleent, er een van blijvende aard zoals die welke aan de geestelijke raadslieden wordt gegeven (artikel 55),of geldt ze alleen voor het geval van de gedetineerde die om bijstand heeft verzocht ? Verduidelijking ware hier gewenst.

In dit artikel vervange men "erkenningskaart" door "identificatiekaart".

Artikel 45.

Dit artikel heeft het alleen over aalmoezeniers en geestelijke raadslieden. Zijn de bedienaars van een niet erkende eredienst die van de Minister machtiging hebben gekregen tot het bezoeken van gedetineerden die om hun morele bijstand hebben verzocht, hier met opzet onvermeld gelaten ?

In de eerste volzin van dat artikel schrijve men "... bezoeken in hun kamer of in hun cel ...".

.../...

Artikel 47.

In dit artikel schrijve men "van hun geloofsbelijdenis" in plaats van "van hun onderscheiden belijdenissen".

Artikel 51.

In dit artikel leze men "voor hun ambtelijke reizen".

Artikel 53.

Hier vervange men "artikels" door "voorwerpen".

Artikel 55.

Dit artikel heeft het over kandidaten tot het ambt van geestelijk raadsman "voorgedragen door stichtingen die te dien einde worden erkend van openbaar nut te zijn". Dat is niet de juiste terminologie. Een stichting is, luidens artikel 27 van de wet van 27 juni 1921, het bestemmen van een kapitaal tot een bepaald doel. Dat is hier nu niet het geval. Beter lijkt de term "groepering", uit het verslag aan de Koning. Die groeperingen zouden bovendien door de Minister van Justitie kunnen worden aangewezen. De tekst zou dat eventueel duidelijk moeten stellen.

.../...

Artikel 56.

Volgens dat artikel is er onverenigbaarheid tussen de hoedanigheid van geestelijk raadsman en die van ambtenaar bij het bestuur der strafinrichtingen. Het zinsdeel "onder voorbehoud van het bijzonder statuut van de aalmoezeniers der erkende erediensten" lijkt het de aalmoezeniers van een erkende eredienst echter mogelijk te maken, het ambt van geestelijk raadsman die een "niet-confessionele" gezindheid vertegenwoordigt, te vervullen. Dat de bedienaar van een eredienst ook geestelijk raadsman voor een niet-confessionele gezindheid kan zijn, is niet goed denkbaar. Het voorbehoud dat in het begin van dit artikel is gemaakt, moet dan ook vervallen, ten ware daarmee iets anders werd bedoeld, in welk geval de tekst verduidelijking behoeft.

Artikel 57.

Volgens dit artikel ontslaat de Minister de geestelijke raadslieden nadat hij het advies heeft ingewonnen van de stichtingen die ze hebben voorgedragen. Is ontslag hier als een tuchtmaatregel gezien ? In dat geval moet het recht van verweer van de betrokkenen worden georganiseerd. Of betreft het integendeel een administratieve maatregel die gelijkenis vertoont met herroeping van een mandaat "ad nutum" ?

.../...

Artikelen 64 tot 73.

Die artikelen voorzien in de uitvoering van de artikelen 15, 26, 27 en 29 van het Strafwetboek.

Het ontwerp ware dan ook zo te herzien :

1° binnen de in het Strafwetboek gestelde grenzen moet worden aangegeven hoe men te werk moet gaan voor het berekenen van het gedeelte van de opbrengst van de arbeid dat de in de artikelen 15 en 27 bedoelde uitgaanskas vormt of dat besteed wordt om de gedetineerde enige verzachting te verschaffen overeenkomstig artikel 27;

2° nadere regelen moeten worden gesteld om de uitgaanskas aan de gedetineerde bij of na zijn ontslag uit te keren en ook om ze te gebruiken ten bate van de veroordeelde en zijn familie.

Zowel artikel 15 als artikel 27 van het Strafwetboek staan de Regering toe, over de helft van de uitgaanskas te beschikken; die bevoegdheid kan dan ook niet op de directeur worden overgedragen; deze zou er alleen mee belast kunnen worden,de algemene bepalingen die een koninklijk besluit in verband met de besteding van de uitgaanskas mocht vaststellen, uitvoering te geven.

Hoofdstuk VI en bepaaldelijk de artikelen 68, 69, 70 en 71 moeten dus worden herzien ter wille van de overeenstemming met het Strafwetboek.

.../...

Het Strafwetboek kent verschillende regimes naargelang het veroordeelden tot criminele, correctionele of politiestraffen betreft; bovendien staan beklaagden niet onder het regime van veroordeelden. Duidelijkshalve ware het dus gewenst ook in het ontwerp met die onderverdeling te werken, en dan kunnen de bepalingen die aan de verschillende regimes gemeen zijn, in eenzelfde afdeling worden bijeengebracht.

Artikel 26 van het Strafwetboek machtigt de Regering, de veroordeelden in uitzonderingsgevallen van arbeid vrij te stellen; in artikel 15 van het Strafwetboek komt een soortgelijke bepaling niet voor. Artikel 66, 1°, van het ontwerp kan dan ook geen toepassing vinden op de tot een criminele straf veroordeelden. Bovendien is de bevoegdheid om vrijstelling te verlenen alleen in handen van de Regering gelegd, zodat zij niet de Minister ter beoordeling mag staan. De gevallen van vrijstelling zouden dan ook bij koninklijk besluit moeten worden bepaald.

Artikel 69.

Er is weliswaar beweerd, dat in de artikelen 15 en 27 van het Strafwetboek besloten ligt, dat de opbrengst van de arbeid van de gedetineerden niet vatbaar is voor beslag (P.B., V° Régime pénitentiaire, nrs 523 en volgende). Toch staat het niet aan de Koning die regelen te bepalen. Dat is zaak van de wetgever (wet van 16 december 1851, artikelen 7 en 8, Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, artikel 581).

.../...

Artikel 76.

Het Franse "pénal" betekent volgens de Dictionnaire de l'Académie : "qui assujettit à quelque peine, à des peines". De uitdrukking "costume pénal" lijkt niet gelukkig; beter ware "costume pénitentiaire".

Artikel 77.

De laatste volzin van dit artikel is zo geformuleerd, dat hij in tegenspraak lijkt te zijn met de eerste volzin van artikel 78.

Bovendien betekent het Franse "effets" niet "vêtements" maar "objets meubles qui sont à l'usage d'une personne".

Artikel 79.

Bij het algemeen reglement waarvan in dit artikel sprake is, zal nog een bijzonder reglement voor iedere strafinrichting komen. Ware het dan niet beter te spreken van "de reglementen" ?

Artikel 80.

In de Franse tekst vervange men het woord "coucher" door "couchage".

.../...

Artikel 81.

De tekst onder nr 3 kan als volgt worden gelezen :

"3) enige inmenging in de zaken van andere gedetineerden, onverminderd de bemoeiïngen die hun door een der personeelsleden van de inrichting worden bevolen".

Artikel 83.

De opsomming in dit artikel ware meer in overeenstemming met de overige bepalingen van het ontwerp indien ze als volgt was geformuleerd :

"Artikel 83.-

Ongehoorzaamheid, daden van tuchteloosheid of van weerspannigheid, overtreding van de reglementen of misbruik van hetgeen daarin is toegestaan,worden gestraft naar omstandigheden en volgens de ernst van het geval".

Artikel 86.

In het tweede lid schrijve men : "Van het voorgeschrevene in het eerste lid mag alleen worden afgeweken wanneer ...".

Artikel 90.

De eerste volzin van het tweede lid leze men zo : "zij kunnen voorwaardelijk worden opgelegd met dien verstande dat in voorkomend geval de langste in artikel 85 bepaalde duur in acht wordt genomen, als de voorwaardelijke straf uitwerking krijgt doordat een nieuwe straf is opgelegd".

Het derde lid stelle men als volgt : "De directeur spreekt ze uit in tegenwoordigheid van de gedetineerde, na deze te hebben gehoord".

\+ +

De eerste afdeling van hoofdstuk X zou als opschrift moeten krijgen : "Afdeling 1 - Verdachten, beklaagden en beschuldigden". Die opmerking geldt ook voor artikel 93, eerste lid.

Artikel 94.

Hier schrijve men "het wettelijk uitgevaardigde verbod van vrij verkeer".

Artikel 98.

Het vierde lid stelt : "De recepten van de niet tot de inrichting behorende geneesheer worden echter slechts uitgevoerd wanneer ze niet strijdig zijn met wets- of reglementsvoorschriften".

In de Franse tekst van dat lid moet onder "médecins étrangers" vanzelfsprekend begrepen worden "médecins étrangers à l'établissement".

De gegeven tekst kan a contrario de indruk wekken, dat onwettige recepten mogen worden uitgevoerd als ze uitgaan van de geneesheer van de inrichting. Zo verstaat de Regering het stellig niet.

.../...

Bij de toepassing van die bepaling kunnen bovendien moeilijkheden rijzen. Het reglement zegt immers niet wie de wettigheid van het recept moet toetsen. Nu kan in zo een ingewikkelde technische materie als deze alleen een geneesheer of een apotheker daarover met gezag een mening uitspreken.

Te oordelen naar het vijfde lid lijkt het wel degelijk in de bedoeling van de Regering te liggen, de geneesheer van de inrichting controle te laten uitoefenen op de wettigheid van de recepten die door een buiten de inrichting staand geneesheer zijn voorgeschreven.

Het is overigens onnodig te bepalen, dat "de vreemde geneesheer en zijn aan de dienst van de inrichting verbonden confrater de gewone regels van de plichtenleer in acht nemen". Dat is immers te allen tijde de plicht van ieder geneesheer en geen verordening kan hem daarvan ontslaan of hem dwingen ze niet na te komen.

Het vierde en het vijfde lid leze men dus liefst zo :

"De recepten van niet tot de inrichting behorende geneesheren worden medegedeeld aan de geneesheer die aan de inrichting is verbonden; de geneesheer kan zich tegen de uitvoering ervan verzetten als ze strijdig zijn met de wet of met een verordening tot uitvoering daarvan.

Indien de niet tot de inrichting behorende geneesheer en de geneesheer die aan de inrichting verbonden is het niet eens zijn, wordt de betwisting voor scheidsrechterlijke beslissing voorgelegd aan de geneesheer-inspecteur ... (verder zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 99.

In het eerste lid van dit artikel schrijve men : "wanneer het een verdachte, een beklaagde of een beschuldigde betreft".

Het staat niet aan het parket, de directeurs van strafinrichtingen consult te verlenen of advies te geven. Dat advies wordt normaal gevraagd door de Minister op het bij hem aanhangig gemaakte verzoek om overbrenging.

Artikel 103.

Een vaste door de rechtspraak gevestigde traditie wil, dat alleen het openbaar ministerie machtiging kan geven om gerechtelijke dossiers mede te delen. De laatste volzin van het artikel moet dus als volgt worden aangevuld :

"Hij kan de procureur-generaal bij het hof van beroep of de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof, door toedoen van de Minister, verzoeken om mededeling van ...".

Artikel 104.

De Minister kan de geneesheer-antropoloog niet van het beroepsgeheim ontheffen.

Afdeling III van het hoofdstuk XI zou als opschrift moeten krijgen : "Maatregelen ten aanzien van de gedetineerden vast te stellen".

.../...

Artikel 105.

Men schrijve : "een verdachte, een beklaagde of een beschuldigde".

Artikel 114.

Aan het eind van het eerste lid leze men "... tenzi zij zich gevangen geeft".

Naar de letter betekent de Franse tekst van het tweede lid, dat de directeur de kinderen van vreemde onderdanen niet opneemt, zelfs als ze niet van hun ouders kunnen worden gescheiden. De Nederlandse tekst zegt trouwens het tegenovergestelde ; in laatstgenoemde tekst zou het tweede lid echter geen reden van bestaan hebben, want in het eerste lid wordt precies bepaald, dat de directeur niet kan weigeren een vrouw op te sluiten die vergezeld is van een kind dat haar zorgen niet kan ontberen.

Artikel 116.

In het tweede lid schrijve men : "Betreft het een vreemdeling of een Staatloze ...".

Aan het derde lid voege men de woorden "en aan zijn opvolgers" toe.

.../...

Artikel 121.

Het woord "onderzoeken" vervange men door "inlichtingen ingewonnen ...".

Artikel 123.

Aan het slot van dit artikel leze men : "... met het door de Minister van Justitie voorgeschreven model".

Artikel 127.

Het slot van het artikel stelle men zo :"... volgens de door de Minister vast te stellen regelen".

Artikel 128.

Naast de woonplaats moet hier ook de verblijfplaats worden vermeld.

Artikel 129.

In plaats van "alle stukken waarvan de Minister voorgeschreven heeft dat zij de overgebrachte gedetineerde moeten vergezellen" schrijve men : "alle stukken die de gedetineerden overeenkomstig de ministeriële onderrichtin moeten vergezellen".

.../.

Artikel 130.

In het tweede lid, Franse tekst, vervange men "la translation" door "le transfèrement".

Artikel 131.

De woorden "overeenkomstig de voor dit departement geldende onderrichtingen" vervange men door "overeenkomstig de door de Minister van Justitie vast te stellen bepalingen".

Artikel 612 van het Wetboek van strafvordering kent bezoek van de burgemeesters.

Artikel 132.

In het eerste lid leze men "..., die de Minister voor zes jaren benoemt en wier aantal, vastgesteld op ... de inrichting, hij naar gelang van de behoeften van de dienst kan verhogen".

Het reglement zegt niet hoeveel leden aanwezig moeten zijn opdat de Commissie geldig zitting kan houden.

Om dubbelzinnigheid uit de weg te gaan, schrijve men in het tweede lid "en de burgemeester van de gemeente op wier grondgebied de strafinrichting gelegen is".

In hetzelfde lid leze men bovendien : "van de permanente krijgsraad".

.../..

Artikel 137.

Een betere lezing voor het begin van dit artikel ware: "De bestuurscommissie wordt bijgestaan door een door de Minister te benoemen secretaris ...".

Het tweede lid ware beter als volgt geredigeerd :

"De vergoeding voor de secretaris en de adjunct-secretaris komt ten laste van de Staat. De Minister van Justitie bepaalt het bedrag ervan".

Artikel 138.

Dit artikel leze men zo :

"De leeftijdsgrens voor de secretarissen en de adjunct-secretarissen wordt vastgesteld op 65 jaar".

Artikel 143.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 143.-

Opgeheven wordt het koninklijk besluit van 30 september 1905 houdende algemeen reglement van de gevangenissen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1912, 6 september 1912, 20 februari 1914, 30 juli 1919, 24 maart 1920, 3 mei 1920, 11 juli 1921, 6 september 1921, 12 december 1921, 10 januari 1923, 9 februari 1927, 14 november 1929, 24 september 1931, 23 oktober 1931, 26 augustus 1935, 12 februari 1936 en 9 mei 1938, bij de besluiten van de Regent van 11 januari 1945, 17 februari 1947 en 11 april 1950, en bij de koninklijke besluiten van 7 november 1951, 8 april 1954 en 10 november 1964".

Artikel 144.

Een betere redactie voor dit artikel ware :

"Artikel 144.-

De Minister van Justitie stelt voor ieder van de bepalingen van deze wet de datum van inwerkingtreding vast".

SLOTOPMERKING.

Het ontwerp-besluit is zo algemeen van strekking, dat bekendmaking in het Belgisch Staatsblad noodzakelijk lijkt.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN,

Ch.VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation,
W.VEROUGSTRAETE,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De heren :

eerste voorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.